

## Élections au Brésil : zoom sur la situation en Amazonie, dans le Cerrado et le Pantanal

Les actions de Jair Bolsonaro pendant son mandat ont fragilisé la démocratie brésilienne, mis en danger la survie des peuples autochtones et ont accéléré la destruction de l'Amazonie. Sa réélection serait une catastrophe pour la lutte contre le changement climatique et pour la vie des communautés autochtones au Brésil. Pour renverser cette situation, si un nouveau gouvernement venait à être mis en place, il devrait revenir sur de nombreuses politiques mises en place par Bolsonaro durant les quatre dernières années.

L'Union européenne, quel que soit le résultat de l'élection, a son rôle à jouer dans la lutte contre la déforestation et les atteintes aux droits humains, avant toute chose en légiférant sur ses importations.

### Les chiffres clés

- **+75%** d'augmentation de la déforestation Amazonie sous Bolsonaro par rapport à la décennie précédant son arrivée au pouvoir (source : Institut National de Recherches Spatiales INPE - [DETER](#))
- **+20%** de la déforestation au Brésil en 2021 par rapport à 2020, hausse de la destruction dans tous les écosystèmes ([source](#))
- La valeur des exportations brésiliennes de produits alimentaires est passée de **85 milliards de dollars en 2016 à 130 milliards en 2021** ([source](#))
- Une **hausse drastique** des exportations de soja sous Bolsonaro ([source](#))
- **+141%** d'invasions illégales des terres indigènes sous le mandat de Bolsonaro, selon le CIMI ([source](#))
- **430** personnes autochtones assassinées entre 2018 et 2021
- **0**, c'est le nombre de territoires indigènes démarqués par Jair Bolsonaro. Lula en avait démarqué 79 entre 2003 et 2010

### Photos et vidéos des zones concernées

- [Photos et vidéos](#) les plus récentes (septembre 2022)
- [Sélection de vidéos](#) plus anciennes (2017 - 2022)
- [Photos et vidéos](#) de feux en Amazonie (juillet 2022)
- [Photos et vidéos](#) des incendies de 2020 dans le Pantanal
- [Photos et vidéos](#) du Cerrado (2019)

# La déforestation de l'Amazonie brésilienne



Juillet 2022 - © Christian Braga / Greenpeace

Le biome amazonien, joyau de biodiversité, a subi de plein fouet les effets des politiques destructrices de Jair Bolsonaro. Sous son mandat, **la déforestation y a progressé de 75%** par rapport à la décennie précédant l'arrivée au pouvoir du président brésilien.

Cette année, l'Amazonie a subi **86 919 feux** (jusqu'au 29 septembre). La première semaine du mois de septembre a été **particulièrement destructrice**, dépassant le nombre de départs de feux de tout le mois de septembre 2021.

Par ailleurs, de janvier à fin août 2022 plus de **713 500 hectares de l'Amazonie ont été déforestés**, soit plus d'un million de terrains de football, et 100 000 hectares de plus que pour toute l'année 2021.

« Presque tous, sinon tous les incendies en Amazonie sont déclenchés par l'homme, commente Rômulo Batista, chargé de campagne forêts pour Greenpeace Brésil. La déforestation illégale et les incendies vont de pair en Amazonie. À l'exception des années de sécheresse extrême, comme en 2005, environ 99 % des incendies en Amazonie ne sont pas naturels. Ceux qui déforêtent coupent

les arbres et les laissent sécher sur le sol pendant des mois, afin de pouvoir tout brûler plus facilement. Ils répètent ensuite le même schéma jusqu'à ce qu'il ne reste plus rien », explique-t-il. La déforestation réduit chaque année la surface de l'Amazonie et avance petit à petit [du sud vers le nord](#), à travers des têtes de pont, zones à forte déforestation comme l'**AMACRO** (au croisement des Etats d'Amazonas, Acra et de Rondônia) qui peut concentrer selon les périodes jusqu'à [la moitié](#) de la déforestation totale en Amazonie. Dans le Rondônia, le territoire consacré à la production de soja a triplé au cours de la dernière décennie passant de 111 000 hectares en 2010 à 400 000 hectares en 2020, et dans la municipalité de Porto Velho, la surface consacrée à l'élevage a augmenté de [87%](#) au cours des neuf dernières années.

La destruction de l'Amazonie empire les effets du changement climatique sur l'ensemble des écosystèmes brésiliens. La forêt amazonienne est capitale dans la répartition de l'eau au Brésil : le fleuve Amazone est le plus grand du monde et la forêt redistribue sur des milliers de kilomètres l'eau qu'elle contient grâce à ses rivières d'altitude, formées notamment par l'évapotranspiration des arbres. Cette redistribution de l'eau irrigue entre autres directement le Pantanal et le Cerrado. La destruction de l'Amazonie participe ainsi à aggraver les situations de sécheresse partout dans le pays. Le Pantanal subit cette sécheresse de plein fouet : la plus grande zone humide au monde a été ravagée à hauteur de [30% de sa surface](#) totale lors des terribles incendies de 2020.

> [Consulter les photos et vidéos de feux et de déforestation en Amazonie - région Amazonas et Rondônia \(juillet 2022\)](#)

## **Défendre les droits des peuples autochtones, c'est lutter pour l'Amazonie dans son ensemble - Les Karipunas**

En Amazonie, les territoires des communautés autochtones constituent aussi des poches de forêts mieux préservées. [Selon Mapbiomas](#), au cours des 3 dernières décennies, seulement **1,6%** de la déforestation en Amazonie a eu lieu dans des territoires autochtones, preuve de



la nécessité de soutenir les communautés dans la défense de leurs terres. Une situation bien visible sur les cartes et lors des survols. Cependant, leurs territoires ne sont que rarement reconnus, et lorsqu'ils le sont, ils sont contournés et attaqués petit à petit.

Les terres de la communauté Karipuna situées dans le Rondônia subissent une forte pression de la part des producteurs de soja et des éleveurs bovins. En 2021, ce sont plus de [850 hectares](#) de leur territoire qui ont été déboisés. Une **hausse de 44%** par rapport à l'année précédente. Alors que les terres de cette communauté, comme celles de beaucoup d'autres, constituent un vrai bouclier protégeant la forêt, les différentes attaques législatives de ces dernières années ont permis la multiplication des actions de déforestations. Greenpeace Brésil documente la déforestation dans cette zone, grâce à un outil numérique et à des survols.

« La surveillance de la forêt, effectuée par nous et avec nos partenaires, nous aide à comprendre ce qui se passe à l'intérieur de notre terre et est essentielle pour dénoncer les activités illégales, explique [Adriano Karipuna](#), leader de la communauté. L'État doit mettre en place un plan permanent de protection de notre territoire, avec pour objectif de mettre un terme aux invasions et au vol de bois de notre forêt »



Adriano Karipuna - novembre 2020 - © David Azevedo / Greenpeace

> [Images et vidéos de déforestation des terres de la communauté Karipuna](#)

# Le Cerrado



Photo d'un champ en conversion - Septembre 2022 - © Marizilda Cruppe / Greenpeace

Le Cerrado est une savane tropicale recouvrant **23% de la surface du Brésil**, soit deux millions de kilomètres carrés, la moitié de la surface de l'Union Européenne. Il a **perdu environ 50% de sa végétation naturelle**, transformée par la main de l'homme. **Plus de 20%** de sa surface est aujourd'hui consacrée exclusivement **aux pâturages**, et **[10% aux cultures de soja](#)**, toujours plus présentes. Ces dernières représentent environ 23 000 000 d'hectares, un peu moins de la superficie du Royaume Uni. 60% du soja produit dans le Cerrado est exporté, et ce principalement pour nourrir les animaux d'élevage.

Ce biome au couvert végétal très diversifié est composé de savanes (61%), de zones forestières (32%), de prairies (7%). Il abrite **[5%](#)** de la biodiversité mondiale. La pression que l'élevage bovin et les champs de soja destiné à l'alimentation animale exercent sur le Cerrado est énorme. **26% des importations européennes de viande bovine proviennent du Cerrado tout comme [14% des importations européennes de soja](#)**.

## **Les communautés autochtones se battent pour conserver et récupérer leurs terres - les Guarani Kaiowa.**

Dans le Cerrado du Mato Grosso du sud, région où l'agrobusiness est très installé et où le soja a occupé **[3 748 042 hectares](#)** (4,1% de la surface de la région) en 2020/2021, les **[Guarani Kaiowa](#)** luttent pour récupérer leurs terres. Les territoires officiellement démarqués des communautés autochtones représentent moins de 0,2% de l'État. Entourées de grandes cultures installées sur

leurs terres ancestrales, les réserves dans lesquelles ils ont été enfermés ne suffisent pas à les accueillir.

« L'agrobusiness a eu un impact très négatif sur ma communauté, explique Amirele, 24 ans, Guarani Kaiowa de l'aldeia Jaguapiru, proche de la ville de Dourados. Aujourd'hui, nous n'avons plus de forêt, nous n'avons plus de gibier. Nos rivières sont toutes polluées, contaminées par le poison que l'agrobusiness utilise dans ses plantations. Elle affecte notre santé, elle affecte notre mode de vie. [...] Nous avons notre mode de vie, nos terres traditionnelles, mais ce droit est violé. Il y a la question de la déforestation mais aussi la question de la vie : pour les Guarani Kaiowa, le territoire, c'est la vie ».



Amirele Machado - septembre 2022 - © Marizilda Cruppe / Greenpeace

La communauté Guarani Kaiowa proche de la ville de Caarapo ne dispose que de [3600 hectares](#) homologués et enregistrés, alors qu'une décision de mai 2016, qui n'a toujours pas été mise en œuvre, a attribué [56 000](#) hectares aux Guaranis Kaiowas de la zone. Dans un processus de « retomada », ou réoccupation, la communauté s'est installée sur une petite partie des territoires qui leur reviennent. Un mois après la décision, en juin 2016, elle a subi [une attaque](#) d'une rare violence. Menée par des « fazendeiros » (grands producteurs) armés, elle a fait une morte,



Village proche de Caaropo- septembre 2022 - © Marizilda Cruppe / Greenpeace

Clodioli de Souza et plusieurs blessés. Les assassinats sont malheureusement [réguliers](#) dans le Mato Grosso et les autorités ne réagissent pas. Malgré cette violence et les menaces, la communauté Guarani Kaiowa continue d'occuper une partie des terres qui leur reviennent de droit.

# Le Pantanal



Photo aérienne d'une zone brûlée dans le Pantanal - Septembre 2022 - © Marizilda Cruppe / Greenpeace

Le Pantanal est la plus grande zone humide du monde. La partie brésilienne de ce biome s'étend sur [140 000 km<sup>2</sup>](#). Il est couvert à 47% de surfaces naturelles non boisées, à 33% de surfaces boisées, **16% de surface agricole**, 3,3% d'étendues d'eau. **99% des surfaces agricoles sont consacrées à l'élevage.**

Le Pantanal, qui réunit une [biodiversité riche](#), connaît depuis 3 ans des épisodes de [sécheresse sévères](#) qui touchent 80 % de sa surface. Cette situation facilite l'apparition d'incendies, atteignant un niveau record en 2020 avec [40 000km<sup>2</sup>](#) ravagés par les flammes. Des incendies [d'origine humaine](#) pour la grande majorité d'entre eux. Le [rapport](#) de Greenpeace International *Mincing Meat of the Pantanal* dénonce le rôle des entreprises productrices de viande bovine dans la destruction de cet écosystème, où l'on dénombre environ [3 000 ranchs](#) et **3,8 millions de têtes de bétail.**

## Les Terenas luttent pour leur avenir et celui de leur terre

Le peuple [Terena](#), qui compte environ 16 000 membres, est installé sur différents territoires du Mato Grosso du sud. Répartis entre le Cerrado et le Pantanal, ils ont été parqués dans différentes réserves ne leur permettant pas de répondre à leurs besoins. Ils sont aujourd'hui engagés dans un processus de réoccupation (retomada), comme les Guarani Kaiowa dans le Cerrado.



Mãe Terra - Septembre 2022 - © Marizilda Cruppe / Greenpeace

Dans la communauté de Mãe Terra (terre mère), à proximité de la localité de Miranda, les Terenas réhabilitent les terres qu'ils réoccupent : d'anciens pâturages abîmés par les incendies et l'élevage intensif. Des arbres y sont replantés et les Terenas y pratiquent une agriculture vivrière respectueuse de l'environnement. À l'image de nombreuses communautés autochtones de la région, ils participent à rendre aux terres qu'ils ont reprises une partie de la biodiversité qu'elles avaient perdue.

« L'agro-business domine ici dans notre État et nous devons nous battre pour notre territoire, explique Edno Terena, cacique de la communauté de Boa Esperança. [...] Lorsque nous avons pris possession permanente de cette terre ici, ils ont essayé de nous l'enlever de diverses manières, avec des tirs, des embuscades, des menaces. Notre tête valait tellement de reais (monnaie brésilienne). [...] L'agrobusiness est très fort,



Edno Terena - Septembre 2022 - © Marizilda Cruppe / Greenpeace

le soja est très fort, le bétail parle plus fort, l'argent parle plus fort [que nous] et le peu que nous avons obtenu dans la Constitution brésilienne, ils veulent nous l'enlever. [...] Puisque nous ne pouvons pas compter sur le gouvernement, je veux compter sur vous, qu'un gouvernement d'un autre pays voit mon message et l'entende : je vous appelle, aidez-nous, aidez-nous. »

# Le rôle crucial de l'Union européenne

En 2022, l'Union européenne est la deuxième puissance importatrice de produits brésiliens après la Chine, avec 15% des exports. Lors du second trimestre, l'agro-industrie comptait pour plus du quart de ces exportations en valeurs dans le pays, dont 82,1% de soja.

A travers ses importations de produits qui peuvent être liés à la déforestation et aux violences faites aux communautés autochtones, l'UE a un rôle crucial à jouer pour faire évoluer cette situation. Les institutions européennes en ont pris conscience et négocient actuellement un projet de règlement visant à mettre un terme à la commercialisation en Europe de produits issus de la destruction de la nature et des violations des droits humains. Si les propositions de la [Commission](#) et du [Conseil de l'UE](#) sont trop lacunaires pour parvenir à cet objectif, le vote récent du Parlement européen pourrait permettre l'adoption d'un texte réellement ambitieux. Bien que le Parlement n'ait pas voté pour l'inclusion d'écosystèmes tels que les prairies ou les zones humides, [les amendements qu'il soutient](#) pourraient faire de ce règlement un tournant dans la lutte pour la protection du vivant. Après avoir adopté respectivement leurs positions sur ce règlement, les institutions européennes doivent désormais trouver des compromis avant d'adopter définitivement le règlement.

« Pour influencer sur la situation des écosystèmes brésiliens et des peuples autochtones dont les droits sont bafoués, le processus de trilogue réunissant le Parlement, la Commission et les ministres européens doit aboutir à l'adoption finale d'un règlement conforme à celui proposé par le Parlement, explique Eric Moranval, chargé de campagne forêts chez Greenpeace France. Si l'Europe légifère de cette manière, on peut espérer que cela inspire d'autres économies et participe au changement des pratiques agricoles au Brésil, aujourd'hui dévastatrices. A terme, il s'agira que ce règlement protège non seulement les forêts, mais aussi l'ensemble des écosystèmes menacés par nos importations, comme les zones humides ou les prairies, dont la préservation est capitale pour la biodiversité et la lutte contre le réchauffement climatique »



Septembre 2022 - © Marizilda Cruppe / Greenpeace

## **Contacts presse**

Clément Helary

[chelary@greenpeace.org](mailto:chelary@greenpeace.org)

06 23 94 28 86

Mélanie Veillaux

[mveillaux@greenpeace.org](mailto:mveillaux@greenpeace.org)

06 42 64 83 76